



**PRÉFET  
DE LA  
CÔTE-D'OR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne-Franche-Comté**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 338 DU 24 FEV. 2025**

**PORTANT MISE EN DEMEURE DE RESPECTER DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

**Société AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France**

**Commune de DIJON**

**LE PRÉFET DE LA CÔTE D'OR,**

**VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;

**VU** le code de justice administrative ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2009 portant autorisation d'exploiter une installation de traitement de surface à l'aide de solvants organiques sur le territoire de la commune de Dijon à la société ALCAN Packaging Flexible Europe ;

**VU** la déclaration de changement de raison sociale du 28 avril 2024 formulée par courrier par l'exploitant ;

**VU** le récépissé de déclaration de changement de dénomination sociale au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement en date du 28 mai 2024 ;

**VU** les rapports d'essai du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques en sortie de l'oxydateur SIRI effectués par la société DEKRA en date du 2 juillet 2024 et 3 octobre 2024 ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement, transmis à l'exploitant par courrier en date du 14 janvier 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**VU** le projet d'arrêté transmis par courrier en date du 14 janvier 2025 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 octobre 2009 susvisé fixe une valeur limite d'émission de 20 mg/Nm<sup>3</sup> de COVnm dans les rejets atmosphériques de l'oxydateur SIRI ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 2 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé dispose « *Les dispositions de l'annexe I sont également applicables aux installations classées soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation au titre d'une autre rubrique que la rubrique 2910 dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation* » ;

**CONSIDÉRANT** que l'établissement AMCOR FLEXIBLES PACKAGING comporte des installations soumises au régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 et 2450 ;

**CONSIDÉRANT** que les chaudières soumises au régime de la déclaration au titre de la rubrique 2910 sont régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 octobre 2009 au travers du titre 3 et de l'article 9.2.1.1.1 de ce même arrêté ;

**CONSIDÉRANT** ainsi qu'au regard de son article 2, les dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé ne s'appliquent pas aux installations classées soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 incluses dans l'établissement AMCOR FLEXIBLES PACKAGING, qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation, dans la mesure où celles-ci sont régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 octobre 2009 ;

**CONSIDÉRANT** en effet que l'article 9.2.1.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 octobre 2009 susvisé portant sur la surveillance des émissions atmosphériques impose en particulier une surveillance a minima tous les 3 ans des paramètres CO<sub>2</sub>, poussières, SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> rejetés par les chaudières présentes sur le site ;

**CONSIDÉRANT** que l'inspection du 26 novembre 2024 a mise en évidence :

- le dépassement de la valeur limite d'émission de 20 mg/Nm<sup>3</sup> de COVnm dans les rejets atmosphériques de l'oxydateur SIRI lors des dernières mesures effectuées par la société DEKRA en date du 2 juillet 2024 et 3 octobre 2024 ;
- la récurrence et le caractère systématique de ces dépassements depuis le 29 juin 2021 ;
- l'absence de réalisation d'une mesure périodique de la pollution rejetée par les chaudières présentes sur le site ;

**CONSIDÉRANT** par conséquent que l'exploitant ne respecte pas :

- les dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral susvisé portant sur la valeur limite d'émission de COVnm en sortie de l'oxydateur SIRI ;

- les dispositions de l'article 9.2.1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2009 susvisé portant sur la mesure périodique des paramètres CO<sub>2</sub>, poussières, SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> rejetés par les chaudières présentes sur le site ;

**CONSIDÉRANT** que le constat précité est de nature à présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que selon les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement, l'exploitant n'a pas fait part de ses observations suite à la transmission du projet d'arrêté de mise en demeure ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 – OBJET**

La société **AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France** (numéro de SIRET 509 628 798 00035) ~~située au 24, rue de la Stéarinerie sur la commune de Dijon,~~ est mise en demeure de respecter, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes pour son installation de traitement de surface à l'aide de solvants organique :

- article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2009 : respect de la valeur limite d'émission de 20 mg/Nm<sup>3</sup> en COV<sub>nm</sub> pour les rejets atmosphériques de l'oxydateur SIRI ;
- article 9.2.1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2009 : réalisation d'une mesure des paramètres CO<sub>2</sub>, poussières, SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> dans les rejets atmosphériques des chaudières présentes sur le site.

### **ARTICLE 2 – SANCTIONS**

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ**

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France située à Dijon.

### **ARTICLE 4 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 5 – Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte d'Or, la Maire de la commune de Dijon, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Fait à Dijon,

Le préfet  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,



Denis BRUEL